

Le marché international de la banane, étude géographique d'un «système commercial»

J.-C. MAILLARD

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE LA BANANE,
ETUDE GEOGRAPHIQUE D'UN «SYSTEME COMMERCIAL».

J.-C. MAILLARD.

Fruits, Oct. 1985, vol. 40, n° 10, p. 607-621

RESUME - Dans cette treizième livraison, l'auteur étudie la géographie de la demande. Sont ici évoqués les foyers de consommation de l'espace américain et l'Europe des 10.

L'Europe.

Politiquement morcelée, accordant de ce fait à la banane des facilités d'accès inégales, elle est cependant par son poids démographique et le volume de ses importations l'un des principaux foyers du commerce bananier mondial.

C'est de ce fait un espace convoité, dont on accepte mal en tout cas qu'il puisse s'organiser puisque, ni la formation de la CEE, ni la création du COMECON, n'ont eu pour effet, aux yeux de bien des fournisseurs, de libérer le marché des contraintes douanières ou contingentaires qui viennent ici et là freiner où interdire le développement de relations normales et établissent entre les provenances des discriminations souvent mal comprises, toujours mal appréciées. Mais c'est aussi un ensemble hétérogène de pays dont le plus grand nombre, à l'Ouest ou au Sud, ont actuellement atteint des niveaux de consommation qui ne leur laissent apparemment plus guère de possibilités d'expansion immédiate, sauf cas d'espèce, alors que les autres, tous à l'Est, révèlent au contraire des résultats commerciaux insuffisants relativement à leur population et à leur situation économique de pays déjà développés. Ainsi l'Europe apparaît-elle aujourd'hui à la fois comme un continent si activement prospecté depuis un demi-siècle au moins qu'il ne semble plus devoir réserver désormais la moindre surprise, et comme un domaine commercial «neuf» pour autant que les obstacles, politiques, à la libre circulation des produits, auront été sérieusement atténués au sein du bloc socialiste.

Cependant après que les pays exportateurs latino-américains se soient pendant une dizaine d'années peut-être nettement illusionnés sur les véritables perspectives de ce vaste débouché potentiel, il est maintenant à peu près acquis qu'il faudra encore longtemps sans doute qu'ils se

contentent des seules possibilités commerciales des marchés occidentaux déjà pratiquement saturés. C'est pourquoi, sans renoncer à promouvoir autant que possible les échanges avec les pays de l'Est, l'attention des producteurs s'est trouvée rapidement polarisée par les effets «protectionnistes» résultant de l'élargissement progressif de la CEE puisque celle-ci rassemble dès maintenant une part essentielle de la consommation européenne. Car si d'un point de vue interne, on est loin d'avoir réalisé en ce domaine une construction satisfaisante, il faut reconnaître qu'aux yeux des pays tiers, la communauté a surtout eu pour conséquence d'établir un droit de douane, même théorique dans le cas de la R.F.A., là où auparavant le principe de libre-admission paraissait admis.

Les Pays de la Communauté : partenaires actuels et candidats à l'adhésion.

Malgré la précocité des importations britanniques c'est en réalité avec les années 20 que se constitue véritablement un marché européen de la banane. Les uns après les autres en effet les pays du Continent découvrent un fruit qui, simple curiosité à l'origine ou denrée de demi-luxe, s'affirme rapidement comme un produit de grande consommation à mesure qu'il se vulgarise. Moins de vingt ans suffiront ainsi à asseoir sa popularité, bien qu'il ait en réalité fallu attendre l'immédiat après-guerre pour que la demande révèle en général ici toutes ses potentialités. L'Europe parviendra alors à réaliser avec le début des années 60 un peu plus de 50 p. 100 des importations mondiales dont 30 p. 100 pour la seule CEE qui ne comptait encore que six membres. Pourtant on remarquera qu'en dépit de l'élargissement ultérieur de cet organisme à la Grande-Bretagne, au Danemark et à l'Irlande en 1973 puis à la Grèce en 1981, jamais on ne parviendra à dépasser au total le seuil des 33 p. 100, alors que sur la base des réalisations de 1962

on aurait pu s'attendre à approcher au moins le niveau des 40 p. 100. La chute de la consommation est même si importante que l'on était retombé dès 1980 aux alentours de 27 p. 100 seulement, soit en chiffres bruts 1.900.000 tonnes, alors que l'on était parvenu à dépasser les 2 millions de tonnes en 1972-1973 ou en 1978 dans les limites de la Communauté actuelle. Un moment surclassés par le dynamisme des grands marchés européens qu'elle rassemble, les Etats-Unis ont donc pu recouvrer dans les dernières années leur ancienne primauté.

- La République Fédérale Allemande et les pays du Bénélux.

Très différents quant à l'importance des tonnages qu'ils traitent, la R.F.A., les Pays-Bas et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (UEBL) ont en commun de ne pas limiter leurs activités commerciales à leurs seuls horizons nationaux et d'être ainsi à l'origine de courants de réexportation notables, soit en direction des pays scandinaves soit en direction des Etats de l'Europe alpestre auxquels leur enclavement interdit des approvisionnements directs. Ils ont aussi les uns et les autres renoncé très tôt à maintenir ou renouer les relations préférentielles qu'ils avaient pu entretenir dans le passé avec les producteurs de l'espace péri-africain pour se tourner unanimement vers l'exportation américaine dont ils sont sur le Continent les agents commerciaux les plus efficaces. Ce sont aussi à l'intérieur de la CEE les plus chauds partisans de la liberté des échanges puisqu'ils n'ont pas ou plus de fournisseurs privilégiés et qu'ils doivent à l'activité développée par les grandes multinationales bananières l'essentiel d'une réussite remarquable.

Brisées à deux reprises par la guerre, les importations allemandes, après avoir atteint en 1913 les 45.000 tonnes puis dépassé de peu en 1938 les 160.000 tonnes, ne prennent véritablement leur plein essor que dans le courant des années 1950, malgré la perte des territoires situés à l'Est de l'Oder et la constitution en Etat indépendant de l'ancienne zone d'occupation soviétique. C'est alors en effet que renonçant définitivement aux liens étroits qu'elle

avait quelques trente ans plus tôt noués avec la production camerounaise, libérée aussi de toute obligation à l'égard des fruits espagnols dont elle était devenue dans les années 1936-1938 l'un des principaux débouchés extérieurs, la RFA put entreprendre de relancer sur de toutes autres bases ses activités d'importation momentanément interrompues. Longtemps gênée cependant par les limitations imposées à la reconstitution de sa flotte de commerce, il lui faudra modérer ses ambitions ; mais dès que les vainqueurs auront enfin accepté de lui rendre en ce domaine sa pleine liberté d'initiative, on la verra développer une intense activité grâce à laquelle elle parviendra, dès 1957, à dépasser le niveau des importations britanniques, et approchera en 1964 les 500.000 tonnes, ce qui était déjà trois fois ce qu'elle avait réceptionné au maximum à la veille de la guerre (tableau 66).

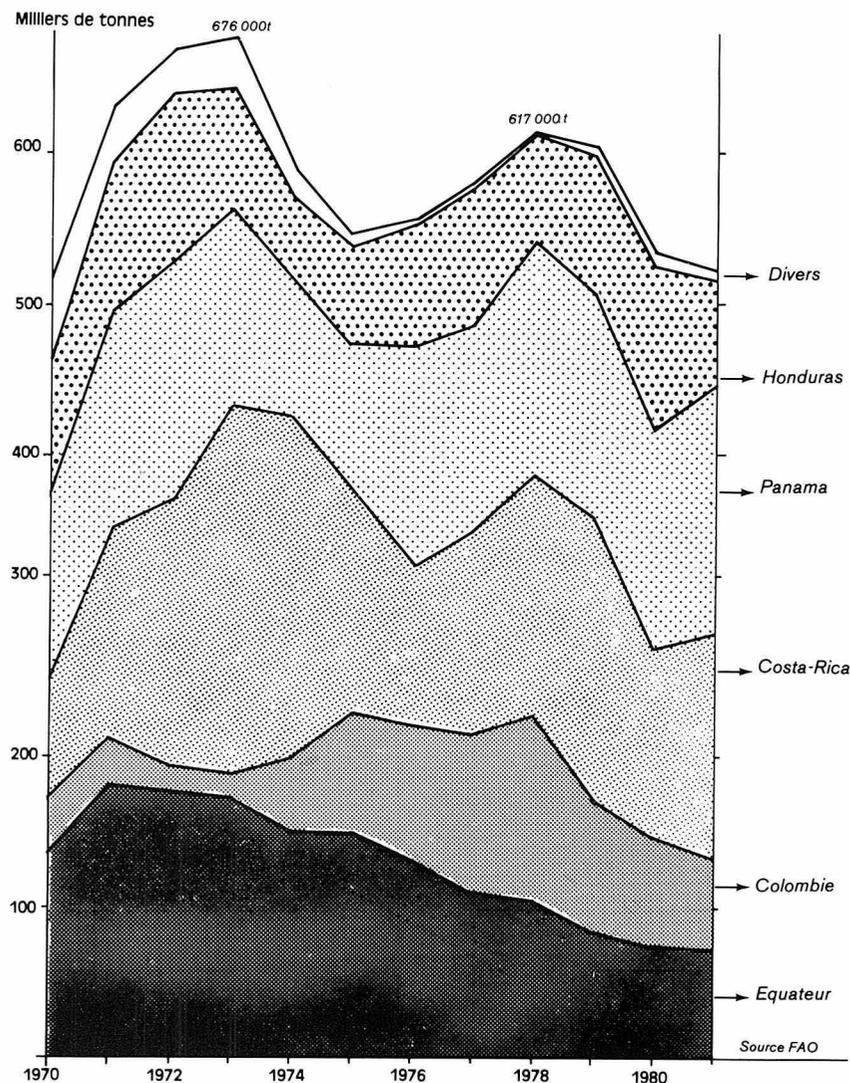
Car la RFA, servie sans doute par le climat de concurrence entretenu par la dynamique de ses importateurs nationaux, se révèle aussitôt un très gros consommateur ce qui donne, au moins dans les dix premières années, une très forte pente à la courbe de son trafic fruitier qui franchit le cap des 200.000 tonnes en 1955 mais passe ensuite les 400.000 tonnes trois ans seulement plus tard. A partir de là en effet les progressions constatées sont relativement moins spectaculaires et le développement des importations, quoique toujours remarquable (les 600.000 tonnes sont atteintes en 1966) connaît cependant quelques temps d'arrêt, quelques hésitations inattendues : entre 1962 et 1964 (moins 70.000 tonnes au maximum), puis à nouveau entre 1968 et 1970 (moins 50.000 tonnes seulement). Vite oubliées d'ailleurs, elles ne brisent jamais l'élan acquis, et c'est seulement en 1973, alors que l'on approche les 680.000 tonnes, qu'il faut dans ces conditions chercher l'apogée de cette brillante trajectoire. Car si les premières manifestations de la crise internationale actuelle imposent un nouveau repli (moins 19 p. 100 en deux ans), la relance des importations qui se précise de 1976 à 1978 (plus 13 p. 100) n'aura pas le loisir de compenser ce déclin momentanément avant que le «second choc pétrolier» ne vienne à nouveau précipiter les choses. La RFA retrouvera ainsi en 1981 pratiquement le niveau de son trafic fruitier de 1970 (figure 47).

TABLEAU 66 - Importations et réexportations bananières de la R.F.A. (1957-1973) en milliers de tonnes.

	Entrées dt Equateur		Colombie	Guatemala	Honduras	Costa Rica	Canaries	Réexp. dt Suisse et Autriche		
1957	342,2	152,2	105,5	47,6	11,8	-	10,2	3,9	1,6	1,0
1959	430,2	216,3	136,0	15,8	34,5	-	5,1	2,0	1,5	-
1961	472,9	208,4	164,4	18,9	13,2	-	9,4	3,0	2,4	0,1
1963	412,6	171,6	132,4	44,0	8,2	-	12,4	3,0	2,3	0,1
1965	585,0	328,1	154,9	17,3	30,3	-	12,2	3,5	2,5	0,3
1967	625,9	293,0	105,0	30,4	181,9	-	8,1	4,7	3,8	0,3
1969	549,0	191,4	30,4	41,7	148,7	0,2	4,1	6,9	4,0	0,6
1971	631,8	182,3	30,0	33,8	97,9	139,6	1,9	5,8	4,5	0,6
1973	676,0	172,8	16,7	20,5	82,1	244,3	-	7,7	6,5	0,6

Source : Statistische Landesamt, Hamburg.

FIGURE 47 - L'évolution récente des importations de la RFA (1970-1981).



Si l'on considère maintenant la provenance des fruits, on remarquera immédiatement que c'est en puisant essentiellement dans les vastes disponibilités de la production américaine que le marché allemand dut une si brillante réussite. On doit cependant, ici distinguer apparemment trois époques. Dans un premier temps, en effet, c'est de l'Equateur et secondairement de la Colombie que parviennent les plus gros contingents, malgré de très sensibles variations dans les apports du premier qui, entre deux maxima bien marqués, en 1958 avec 242.000 tonnes, en 1965 avec 328.000 tonnes, tombe en 1962-1963 aux alentours de 170.000 tonnes seulement. La Colombie réalise par contre de 1957 à 1961 une progression plus régulière mais ne parvient pas au cours de la décennie suivante à retrouver le maximum qu'elle avait réalisé cette année-là : 164.000 tonnes, ce qui oblige à intensifier

les achats à d'autres provenances, notamment au Guatemala et en République Dominicaine. Car ni le Costa-Rica, ni le Panama n'interviennent ici régulièrement avant 1965, et pour ce qui concerne le Honduras, il est encore si peu tourné vers l'Europe qu'à de rares exceptions près, en 1968-1969 par exemple, on peut alors le classer parmi les fournisseurs secondaires du marché allemand. Ayant ainsi très vite rompu ses dernières attaches africaines sans cependant renoncer à faire une petite place jusqu'au début des années 1970 aux fruits canariens, la RFA s'affirme donc à partir de 1955 comme l'un des grands débouchés de la production sud-américaine et l'un des centres les plus actifs, donc les plus convoités, de la consommation bananière mondiale (tableau 67).

C'est pourquoi la période 1965-1970 est ici le siège de

redistributions importantes à un moment où la généralisation rapide des variétés nouvelles contribue à affaiblir sérieusement la capacité de concurrence de pays qui, comme l'Equateur ou la Colombie, n'avaient pas cru à la nécessité de cette mutation décisive et ne s'y étaient finalement résignés qu'à l'époque où le Honduras et le Costa-Rica commençaient déjà à inonder le marché international de leurs produits. Ainsi tandis que pendant ces cinq années la part de l'Equateur chute de 58 p. 100 (moins 180.000 tonnes), tandis que la Colombie régresse pour sa part de 80 p. 100 (moins 124.000 tonnes), Guatemala et Honduras, plus 180 p. 100 pour le premier, beaucoup moins pour le second en net recul depuis 1969, ne réalisent que des gains relativement modérés devant la soudaine offensive des bananes du Panama (plus 880 p. 100) et du Costa-Rica (plus 968 p. 100) qui prennent respectivement en 1970 la seconde et la quatrième place. C'est l'époque en effet où la Standard Fruit s'élançait avec EUROBANA à la conquête de l'Europe du Nord, où United Brands pour conserver sa part de marché intensifie sa pression, au détriment dans l'un et l'autre cas de l'importation indépendante qui, mal approvisionnée, n'a pas comme la «Inter» de Hambourg l'occasion de se raccrocher opportunément à la Del Monte qui était loin il est vrai d'avoir encore acquis son importance actuelle.

De ce fait avec les années 1970 s'impose une nouvelle répartition des forces que manifeste soudainement en 1973 l'arrivée en première ligne du Costa Rica avec 244.000 tonnes de fruits à lui seul, 36 p. 100 du total national devant l'Equateur (172.000 tonnes) et le Panama (128.000) (Fi-

gure 48). Car à partir de là, malgré le redressement des importations d'origine colombienne, l'Amérique du Sud se révèle incapable de contenir la pression des fruits centre-américains, ce qui se traduit par un très net plafonnement de ses apports entre 1975 et 1978 puis par un repli rapide qui accompagne en réalité très exactement la contraction des échanges consécutive à la seconde crise pétrolière. En effet la reconquête du marché allemand par les multinationales américaines, l'événement majeur de la dernière décennie, a logiquement profité au Costa Rica et au Panama dont les fruits sont traditionnellement exportés en grande partie vers l'Europe, tandis que la hausse des frets maritimes incitait les grands exportateurs à concentrer désormais autant que possible leurs opérations sur les zones de production de la façade caraïbe, ce qui devait logiquement les amener à accorder bientôt presque plus d'intérêt aux bananes colombiennes qu'à celles de l'Equateur. Car celui-ci est de toute évidence le principal perdant de cette évolution récente puisque après avoir livré au marché allemand jusqu'à 328.000 tonnes de fruits en 1965 (56 p. 100 des importations de la R.F.A.), il n'aura pu commercialiser ici en 1980 qu'un peu plus de 73.000 tonnes (14 p. 100 seulement).

Les Pays du BENELUX offrent toutes proportions gardées des situations analogues. Ayant en effet réceptionné ensemble en 1973 215.000 tonnes, ils connaissent également dans les deux années suivantes un sensible ralentissement d'activité (moins 7,3 p. 100) puis après un bref sursaut qui leur permet cependant d'atteindre en 1978 les 226.000 tonnes, chutent brutalement en 1981 à moins de 190.000 tonnes, soit une perte cette fois en trois ans de

TABLEAU 67 - Les structures commerciales du Marché Ouest-allemand en 1969.

Ports d'entrée	Groupes	Sociétés associées ou filiales	Parts de marché	Provenances
Bremerhaven	Atlanta	Harder, Meiser und Co. Olf, Köpke und Co	41,5 %	Amérique centrale essentiellement
	U.F. Co	Divers Indépendants	10,2	Amérique centrale
Hambourg	ALBA (Allgemeine Bananen Gruppe)	Afrikanische Frucht Co	14,5	Equateur Costa Rica
		Laeisz und Co		
		Continentale Fruchtimport gesellschaft Mader und Co		
	BRUNS	Edeka Frucht Kontor A.V. Hoboken en Zonen D. Lehmann und Söhne	11,0	Equateur
		W. Bruns G.A. Kahl (jusqu'à fin 1969)		
	Inter	Internationale Frucht Import. gesellschaft Weichert und Co	4,8	Colombie
	EUROBANA (Standard)	T. Port P. Astheimer	9,0	Equateur Amérique centrale
Anvers	BELHOBA	Van den Brink Velleman and Tass Van Parijs de Koninckx	9,0	Equateur Costa Rica

Sources : FAO CCP BA 71/2 25/1/1971.

TABLEAU 68 - Les importations néerlandaises (1935-1975).

	Total	Colombie	Equateur	Guatemala	Honduras	Costa Rica	Panama	Surinam	Rép. Dominicaine	R.F.A.	U.E.B.L.
35	40,4	16,5	-	0,2	-	-	15,1	-	-	-	-
38	26,0	4,1	-	3,3	-	-	-	-	-	-	-
47	1,7	-	-	0,5	-	-	0,5	-	-	-	-
49	4,5	-	-	-	-	-	0,9	-	-	-	-
51	21,8	-	-	10,3	1,2	-	-	-	-	-	5,8
53	24,5	5,1	2,9	10,8	0,5	-	-	-	-	-	5,1
55	33,4	20,5	6,3	1,0	-	-	-	-	-	0,7	4,6
57	46,6	22,2	8,9	3,4	0,7	-	-	-	4,2	0,3	6,8
59	60,0	18,2	13,9	2,2	5,5	-	-	-	7,6	0,5	8,9
61	68,2	20,3	13,1	3,7	3,6	0,8	0,8	0,8	14,2	1,8	9,0
63	71,7	34,7	11,7	2,0	0,7	-	-	2,2	11,3	0,9	7,0
65	81,3	49,5	8,7	-	-	0,1	0,5	0,5	6,2	4,7	10,5
67	100,2	63,2	32,3	-	-	0,3	-	0,1	-	3,9	0,3
69	85,5	48,9	13,9	0,3	12,7	1,1	2,5	-	-	8,1	0,4
71	101,3	16,2	21,7	3,8	10,2	22,6	22,3	0,6	-	3,7	-
73	121,3	13,1	28,5	3,8	14,2	35,0	22,9	-	1,7	1,8	-
75	111,2	42,8	24,8	0,6	9,6	13,9	17,8	-	0,9	?	-

Source : Centraal Bureau Voor de Statisticks, S'Gravenhague/FAO.

près de 17 p. 100. De la même façon ces pays qui, comme bien d'autres avaient dans l'immédiat après-guerre trouvé en Equateur une part croissante de leurs approvisionnements, se tournent de plus en plus à partir de la fin des années 1960 vers l'Amérique centrale. Mais le fait important à noter est que dans ce cas précis, la rapide percée effectuée par le Costa Rica et le Panama qui totalisent ensemble en 1973 48 p. 100 des importations belgo-luxembourgeoises et 53 p. 100 des importations néerlandaises, se trouvera brutalement corrigée, dès 1975, par le retour en force des fruits sud-américains et atténuée au moins par le net redressement des importations colombiennes. Anvers et Rotterdam sont de ce fait aujourd'hui encore parmi les principaux points d'entrée des fruits sud-américains en Europe occidentale.

Pour les Pays-Bas au moins les relations sont certainement très anciennes puisque dès 1935 la Colombie était déjà au premier rang de l'importation nationale, avec 41 p. 100 des fruits débarqués contre 37 p. 100 seulement à son concurrent immédiat, le Panama (tableau 68). On ne s'étonnera donc pas que dans l'immédiat après-guerre, avec l'appoint de l'Equateur, l'Amérique du Sud soit parvenue à monopoliser jusqu'à 80 p. 100 du trafic en 1955 et un peu plus de 95 p. 100 même en 1967 sans jamais descendre en tout cas dans la période intermédiaire à moins de 53 p. 100 en 1959. Car il faut en réalité attendre le début des années 1960 pour voir le Surinam revendiquer une petite place dans les importations néerlandaises

même si la tentative restera sans lendemain et aura finalement moins d'effets perturbateurs que l'entrée en scène, aussi brillante que fugitive, de la République dominicaine. C'est pourquoi, malgré l'arrivée constante d'un certain tonnage de fruits centre-américains, ce n'est qu'avec l'effondrement des apports de la Colombie au tournant des années 1970 et le fléchissement contemporain des arrivages de fruits équatoriens, que l'on pourra constater ici le premier effort sérieux en vue de corriger cette dépendance. Mais la double percée du Costa-Rica et du Panama qui réalisent ensemble près de 48 p. 100 des importations en 1973 apparaît finalement toute circonstancielle puisque de toute évidence dès 1975 Colombie et Equateur ont retrouvé à peu près exactement leur ancienne prépondérance. Il reste cependant qu'à partir de ce coup d'éclat la tendance est très nettement à une répartition mieux équilibrée des parts de marchés comme le montrent les chiffres les plus récents disponibles. Ainsi, en 1980-1981 à ne retenir que les quatre principaux pourvoyeurs du marché néerlandais soit ensemble un peu plus de 90 p. 100 des importations totales, seuls 8 p. 100 (environ 10.000 tonnes) séparaient le numéro 1, le Panama en l'occurrence (24,6 p. 100) du numéro 4, le Honduras (17 p. 100 seulement) ; et, signe des temps, Colombie et Equateur ne pouvaient plus revendiquer ensemble à l'époque que 38 p. 100 des entrées. La perte d'influence est indéniable et la substitution d'une zone à l'autre évidente.

TABLEAU 69 - Les importations belgo-luxembourgeoises (1935-1975).

	Total	Pays-Bas	Equateur	Colombie	Congo Léop.	Costa Rica	Panama	Honduras
1935	29,0	28,0	-	-	-	-	-	-
1938	20,4	12,2	-	-	-	-	-	-
1949	36,8	-	-	6,5	3,7	1,7	-	-
1951	41,7	-	8,2	?	12,7	-	-	-
1953	44,0	-	7,3	23,3	?	-	-	-
1955	50,8	-	17,6	20,0	12,0	-	-	-
1957	57,1	-	19,6	19,7	11,3	-	-	-
1959	61,2	-	24,3	14,2	12,7	-	-	-
1961	67,6	0,2	26,5	13,2	13,4	-	-	-
1963	65,0	0,2	27,0	21,4	8,3	-	-	-
1965	79,7	0,1	41,2	28,0	-	-	-	-
1967	93,1	?	52,1	35,5	-	-	-	-
1969	74,1	?	20,6	39,2	-	-	-	-
1971	84,0	?	26,0	1,1	-	18,3	21,5	8,5
1973	94,2	0,2	22,0	0,8	-	30,9	18,8	13,1
1975	88,0	?	24,8	13,7	-	15,0	18,8	10,4

Source : I.N.S. Belge/FAO.

L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise n'a pas en fait des résultats bien différents. On notera tout d'abord que fortement dépendante en 1935 encore des réexportations néerlandaises, elle est au contraire depuis le début des années 1950, l'un des fournisseurs secondaires des Pays-Bas où elle réexpédie par exemple en 1965 10.000 tonnes de fruits de provenance indéterminée. La liberté dans laquelle se développe le commerce bananier encourage de tels échanges comme le montrent également les petits tonnages passant éventuellement la frontière dans le sens Nord-Sud (tableau 69). Le fait original est cependant que jusqu'au début des années 1960 dans ce cas, une part substantielle de la demande intérieure (30 p. 100 en 1951, 20 p. 100 encore en 1961) ait été satisfaite par des importations de fruits congolais, mais on constatera également

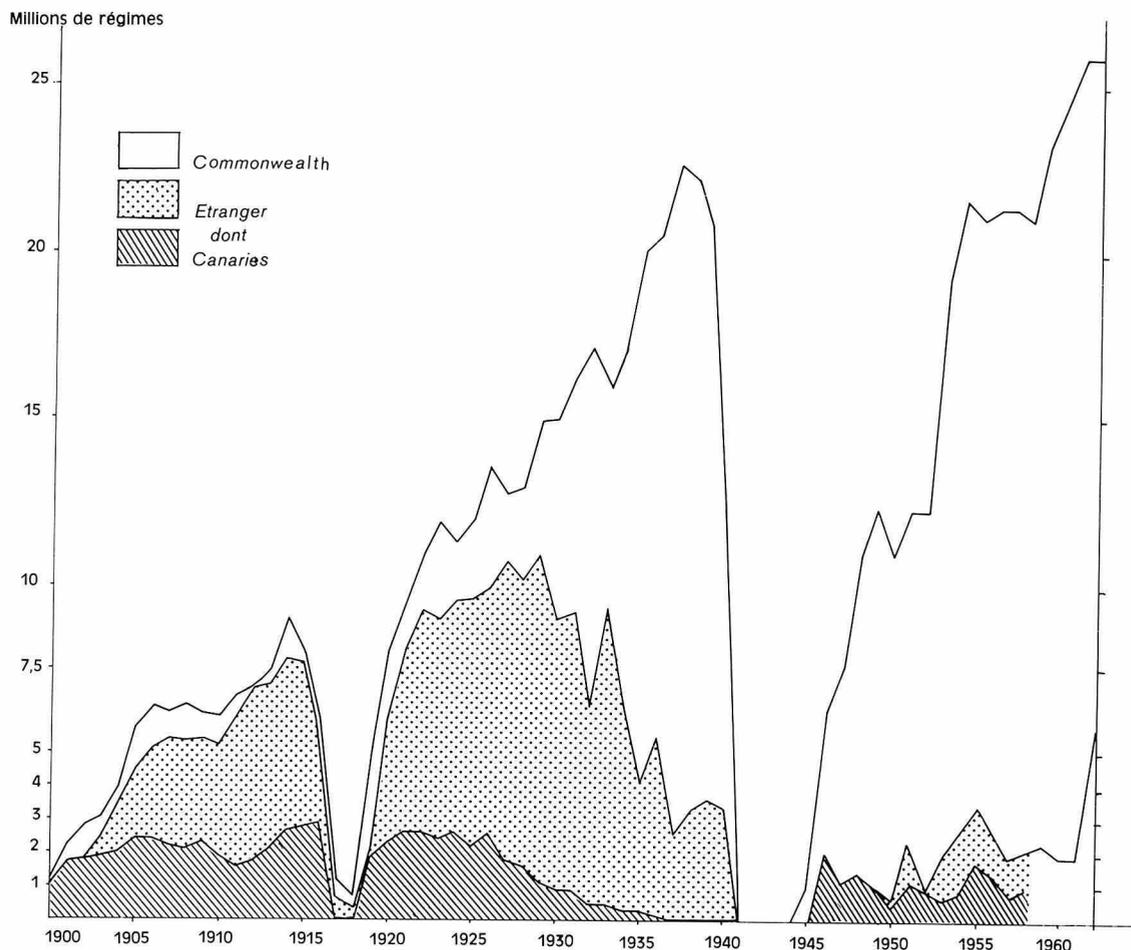
qu'en privilégiant rapidement les relations commerciales avec l'Amérique latine, on fut amené à faire une place prépondérante aux bananes équatoriennes plutôt qu'à la Colombie avec laquelle on n'avait pas, il est vrai, de relations très anciennes. Ainsi à partir d'attitudes analogues, Belgique et Pays-Bas ont-ils réalisé finalement des montages commerciaux différents puisque l'un va charger longtemps l'essentiel de ses fruits à Guayaquil et y réalise encore en 1980 un quart de ses achats, tandis que l'autre s'est surtout approvisionné dans le passé au port de Santa-Marta et trouve encore à Turbo à la fin de la dernière décennie 25 p. 100 de ses fruits. Cependant, à peu près à même date, la crise de la production colombienne et l'éclatement du groupe BELHOBA, devaient avoir ici pour conséquence principale d'imposer une diversification des

TABLEAU 70 - Le marché bananier du Bénélux en 1969 (avant l'éclatement du groupe BELHOBA).

	Importation	Groupes	Sociétés associées ou filiales	Parts de marché	Provenances
PAYS-BAS	ROTTERDAM/ ALLEMAGNE	divers		6 %	Equateur/Amerique centrale
	ROTTERDAM	ALBA	Av. Hoboken en Zonen	5 %	Equateur/Costa-Rica
		EUROBANA	Internat. Fruit Co N.V.	8 %	Equateur/Amerique centrale
		UFC	U.F. Continentaal N.V.	65 %	Colombie/Amerique centrale
			Van den Brink Velleman and Tas	16 %	Equateur/Costa Rica
BELGIQUE	ANVERS	BELHOBA	Van Parijs	66 %	Equateur/Costa Rica
			de Koninckx		
		UFC	Spiers Banacopera	34 %	Colombie/Amerique centrale

Source : FAO/CCP BA : 71/2 - 25.1.1971

FIGURE 48 - Le développement des importations britanniques de 1900 à 1962.



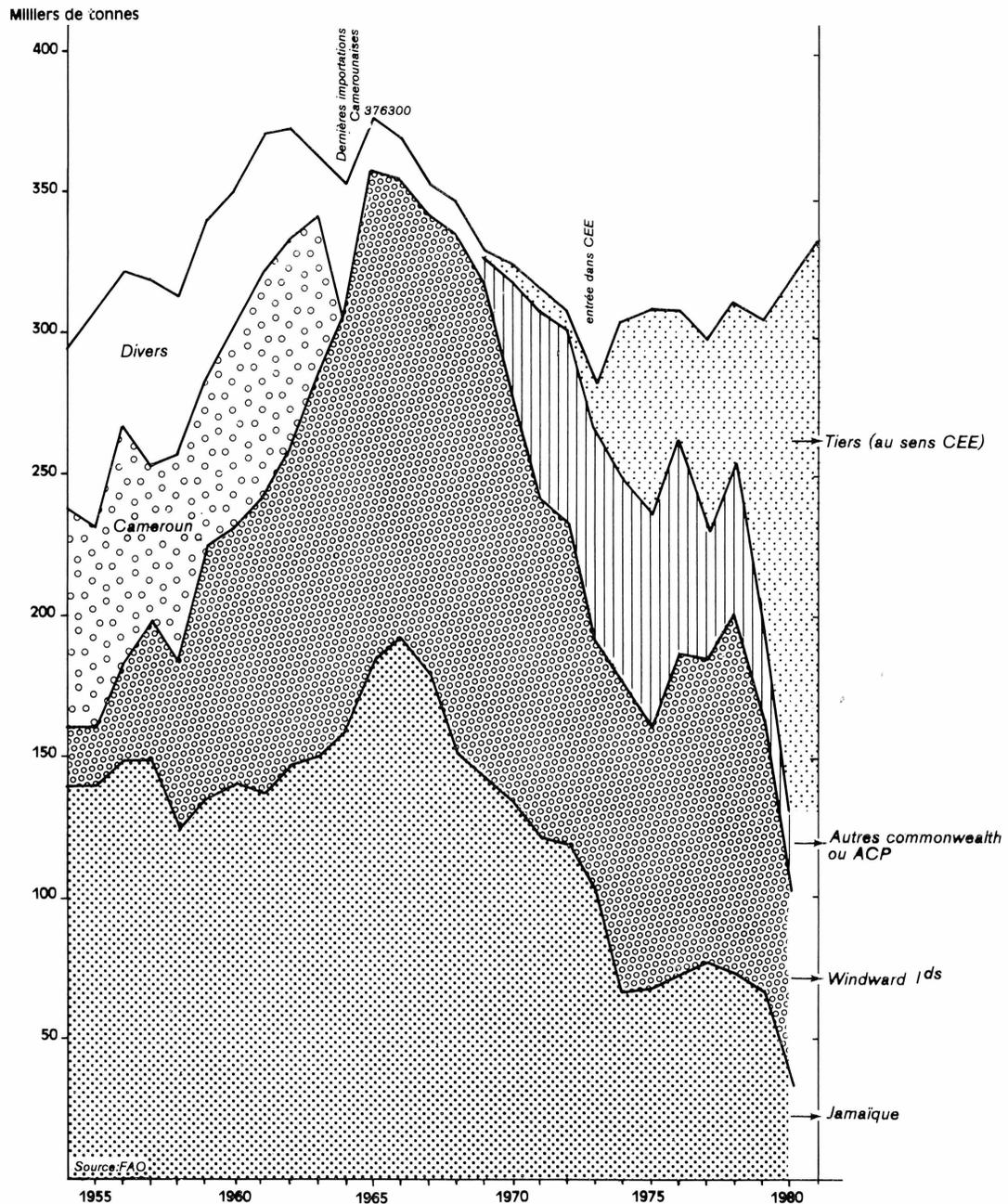
approvisionnements, d'autant plus spectaculaire qu'elle résulte pour l'essentiel de l'activité déployée dans un secteur géographique. qu'elles avaient jusque-là un peu négligé, par les trois grandes multinationales américaines (tableau 70). Ainsi Costa-Rica, Panama et Honduras prennent-ils en trois à quatre ans seulement deux tiers du marché belge et seul le dynamisme de la Noboa permet de comprendre la bonne tenue relative des fruits équatoriens qui parviennent encore à se maintenir à la fin de la décennie au premier rang de l'exportation régionale. La Colombie par contre reste sans réaction. Elle n'assure plus de ce fait en 1980-1981 que 8 à 9 p. 100 des échanges, ce qui est très loin de son record de 1969 : 39,2 p. 100 !

Servie par une production de qualité et d'excellentes structures commerciales, l'Amérique centrale est donc parvenue à remonter en une dizaine d'années seulement l'essentiel de son handicap, prenant même chemin faisant de solides positions dans des domaines géographiques qui lui avaient jusque là plus ou moins échappé.

● Le Royaume-Uni, la France et l'Italie.

C'est depuis l'adhésion de la Grande Bretagne, le groupe le plus actif au sein de la C.E.E. (à 9 puis à 10) puisqu'il a réceptionné en 1973 1.137.000 tonnes de fruits et 1.065.000 tonnes encore en 1980 soit respectivement 54 et 57 p. 100 des importations communautaires contre 42 et 39 p. 100 en faveur des trois pays que nous venons d'évoquer. Mais c'est aussi à l'intérieur de cet ensemble économique le principal noyau de résistance à la suppression des obstacles contingentaires qui pèsent encore ici sur la libre circulation de la banane et la placent toujours, un quart de siècle après la signature du Traité de Rome, en position parfaitement anormale relativement aux principes alors publiquement affirmés. Car ces trois Etats, pour des motivations d'ailleurs assez sensiblement différentes, n'ont jamais pu se résigner à la banalisation de leurs marchés, ce qui leur permet ainsi d'échapper au moins partiellement

FIGURE 49 - L'évolution récente des importations du Royaume-Uni (1954-1981).

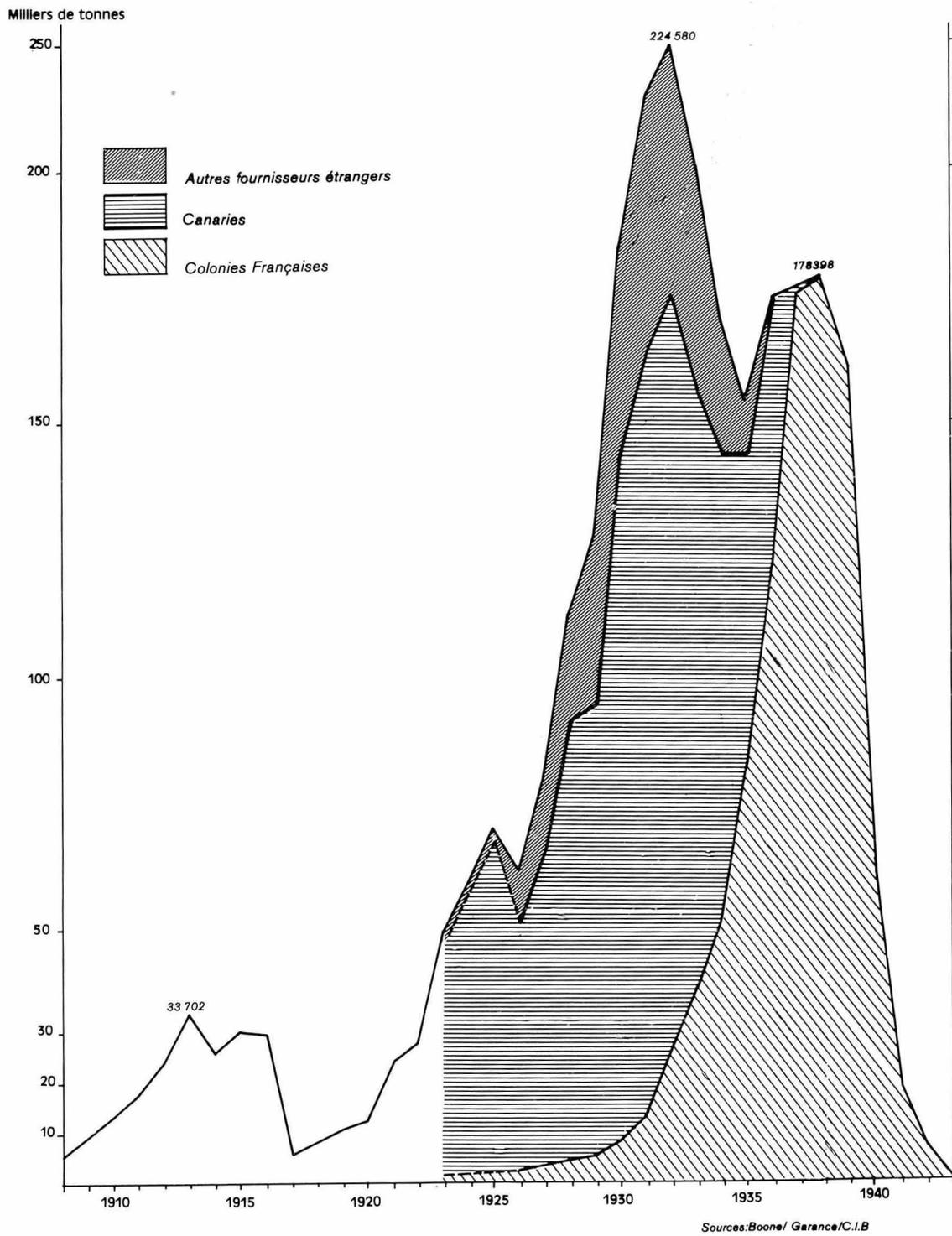


à l'invasion des fruits centre-américains et de pouvoir continuer à s'approvisionner auprès de leurs fournisseurs traditionnels pour la France et la Grande Bretagne, de sauvegarder les intérêts de leurs producteurs nationaux, pour la France ou l'Italie.

On a bien du mal assurément à imaginer sur la foi de ses résultats actuels, que le Royaume-Uni ait pu être dans la

première moitié de ce siècle le principal importateur européen et l'un des plus dynamiques (figure 48). Et pourtant il faut bien reconnaître qu'entre 1900 et 1914 par exemple ses importations ont bondi de près de 600 p. 100 jusqu'à atteindre à la veille de la Première Guerre mondiale les 9 millions de régimes, et qu'elles ont à nouveau progressé d'un peu moins de 140 p. 100 entre 1921 et 1937 où elles culminent pour la première fois à plus de 22 millions de

FIGURE 50 - Les importations françaises avant la seconde guerre mondiale (1908-1943).



régimes contre 8,8 pour la France et 7,3 seulement pour l'Allemagne, ses rivaux immédiats. Car c'est en fait seulement avec la seconde moitié des années 1950 que la R.F.A. puis la France parviennent à prendre sur celle-ci un avantage durable d'autant plus évident que le marché britannique connaît à partir de 1954, un état de relative stagnation du fait de ses évolutions contradictoires. Ainsi de 1954 à 1965 où l'on atteint au maximum les 376.000 tonnes, se dessine une lente amélioration des arrivages (plus 28 p. 100) à laquelle succède entre 1965 et 1973 une évidente contraction des échanges (moins 25 p. 100) jusqu'à ce que s'amorce la reprise actuelle des importations grâce à laquelle le Royaume-Uni a pu revenir en 1981 aux alentours de 328.000 tonnes, soit en six ans un gain substantiel de 16 p. 100.

En fait, dans la longue histoire qui est celle du marché britannique, ce n'est pas contre toute évidence, dans les ruptures successives résultant de deux guerres mondiales, qu'il faut chercher les jalons les plus probants de l'expansion du commerce bananier. Plus que 1914-1918, ou 1939-1945 qui ne sont à tout prendre de notre point de vue que des accidents de parcours regrettables, importent en effet les choix, toujours politiques, qui, à diverses reprises depuis le début du siècle, sont venus modifier les courants d'approvisionnement nationaux et élargir ou limiter selon les cas la gamme des partenaires commerciaux. Ainsi en est-il de la décision prise vers 1900 dans l'environnement immédiat du Secrétaire d'Etat aux colonies de promouvoir les relations maritimes avec la Jamaïque d'où résulte une première diversification des provenances et la perte pour les Canaries d'un fructueux monopole, mais surtout l'arrivée massive à partir de 1903 des fruits du Costa-Rica et de Colombie et la prise de contrôle finalement par la U.F.C. du principal importateur britannique. Ainsi en est-il également de la mise en place en 1932 du système dit de la «Préférence impériale» qui, prenant acte de l'expansion récente des importations originaires des pays anglophones, leur accorde le bénéfice d'un traitement privilégié au Royaume-Uni mais précipite du même coup le déclin des arrivages de fruits étrangers et encourage dès la seconde moitié des années 1930 l'afflux de fruits camerounais en Grande Bretagne.

Pourtant, on le reconnaîtra, c'est à des initiatives essentiellement privées qu'il faut attribuer dans l'immédiat après-guerre l'expansion de la spéculation bananière dans les îles Windward puis, à la faveur des difficultés jamaïcaines, l'arrivée au premier plan des fournisseurs du marché britannique des Petites Antilles au moment même où, la réunification des deux Cameroun faisait disparaître leur principal concurrent africain (figure 49). Mais cette absence apparente de manifestation de la Puissance publique ne doit pas malgré tout nous faire oublier qu'elle soutient en réalité une telle évolution comme le montrent par exemple les mesures qu'elle est amenée à prendre pour organiser le marché et le fait qu'en dépit de la crise très profonde qui affecte la production antillaise dans les années 1970, jamais ne sera sérieusement mise en question sa position

préférentielle. Soucieuse de maintenir envers et contre tout la permanence de l'idée de Commonwealth, la Grande Bretagne n'a pas eu ainsi apparemment de peine à concilier à ce jour sa nouvelle orientation européenne avec le respect de ses engagements passés.

La France n'a pas fondamentalement des réactions différentes. Modeste importateur encore en 1914 (33.700 tonnes seulement), elle amorce entre les deux guerres un rapide essor qui lui permet dès 1930, de dépasser les 180.000 tonnes ce qui en fait incontestablement à l'époque l'un des marchés européens les plus dynamiques. C'est alors cependant que devant l'afflux des fruits étrangers encore essentiellement canariens mais de plus en plus souvent déjà colombiens ou guatémaltèques, elle devait sous la pression de ses coloniaux prendre l'initiative d'imposer au marché des normes contingentaires de plus en plus limitatives. Mais en dépit des brillants résultats de la production nationale dont les apports se trouvent décuplés entre 1930 (8.000 tonnes) et 1935 (82.000 tonnes), on ne parviendra pas malgré tout à réaliser une exacte substitution des provenances et, la crise aidant, on devra se résigner entre 1932 et 1935 à un recul brutal des importations qui tombent en trois ans de 224.000 tonnes à 154.000 tonnes seulement (moins 31,5 p. 100) (figure 50). La guerre surviendra ensuite trop rapidement pour qu'on ait eu le loisir de remonter ce handicap. Au moins eut-on la satisfaction de se dire que les 178.000 tonnes entrées finalement en 1938 provenaient exclusivement de la zone franc et qu'elles n'avaient en conséquence imposé de sorties de devises ni pour leur achat, ni pour leur transport maritime.

Mais la reprise, différée par les événements, se révèle rapide au lendemain du conflit puisque cinq ans seulement suffiront entre 1946 et 1951 pour relancer les échanges et dépasser nettement le précédent record de 1932. Dès lors en effet la progression des chiffres est remarquable puisque les 300.000 tonnes sont dépassées en 1957 et les 400.000 tonnes, approchées une première fois en 1962, sont définitivement franchies en 1966. Cependant alors que dans les dix premières années l'évolution des importations nationales dessine une courbe assez régulièrement tendue, presque rigide, on doit constater qu'à partir de 1953 puis surtout de 1956, le contraste tend à s'accroître progressivement entre «bonnes» et «mauvaises» années, ce qui donne à partir de là au graphique obtenu un tracé en dents de scie très caractéristique. On n'y remarque en tout cas ni les amples variations de l'importation allemande dans les dernières années, ni les vastes redistributions internes que révèle le marché britannique dans la même période (figure 51). Car la position commerciale de la Guadeloupe et de la Martinique sanctionnée par les mesures d'organisation du marché de 1962 est ici des plus solides. On constatera cependant que cette dépendance acceptée à l'égard d'îles fréquemment affectées dans les vingt dernières années par les cyclones, a pour conséquence de donner à la courbe des importations nationales un tracé très irrégulier qui se calque assez exactement sur les sinuosités de l'exportation antillaise. On y reconnaît notamment

FIGURE 51 - L'évolution récente des importations françaises de 1951 à 1980.

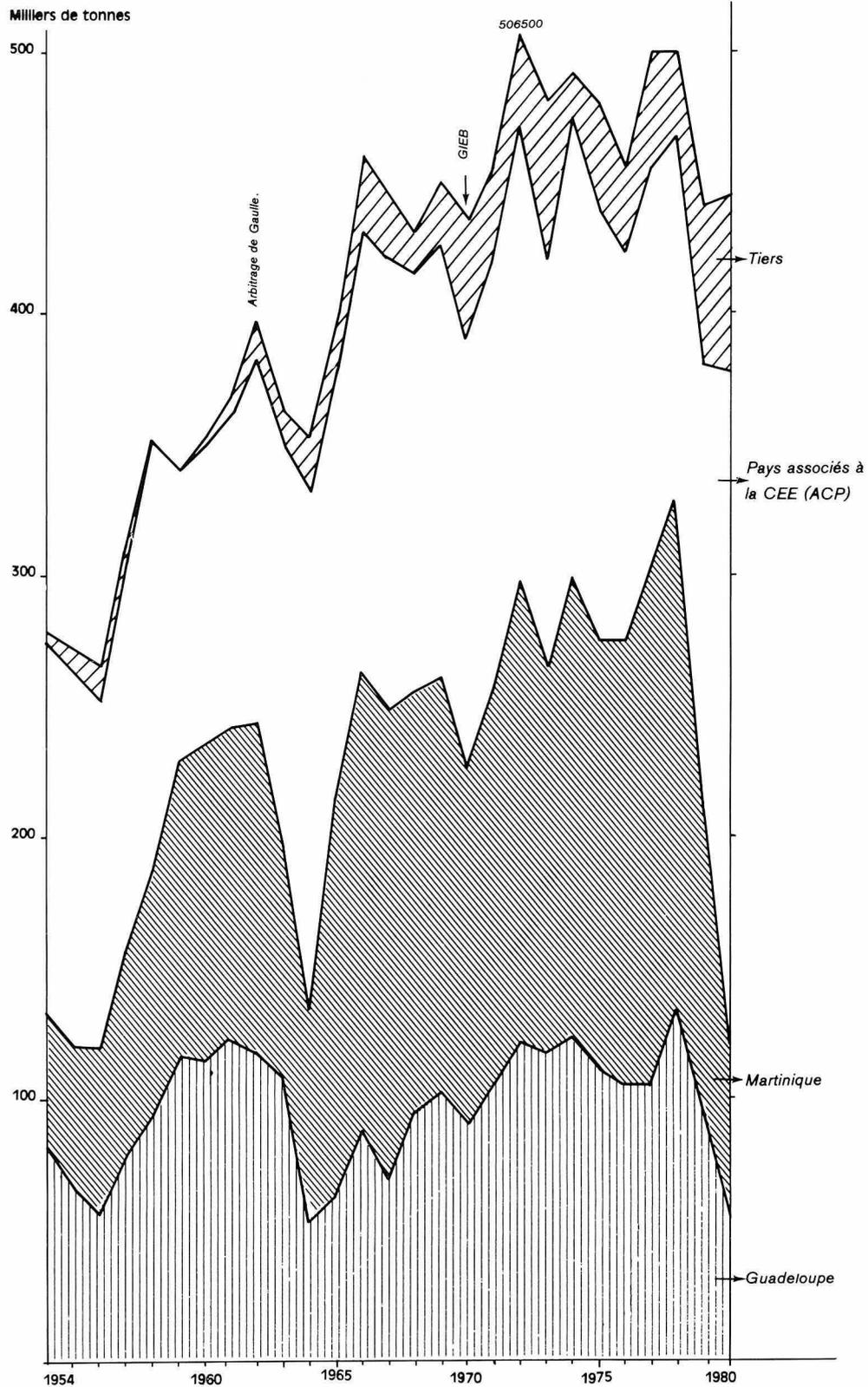
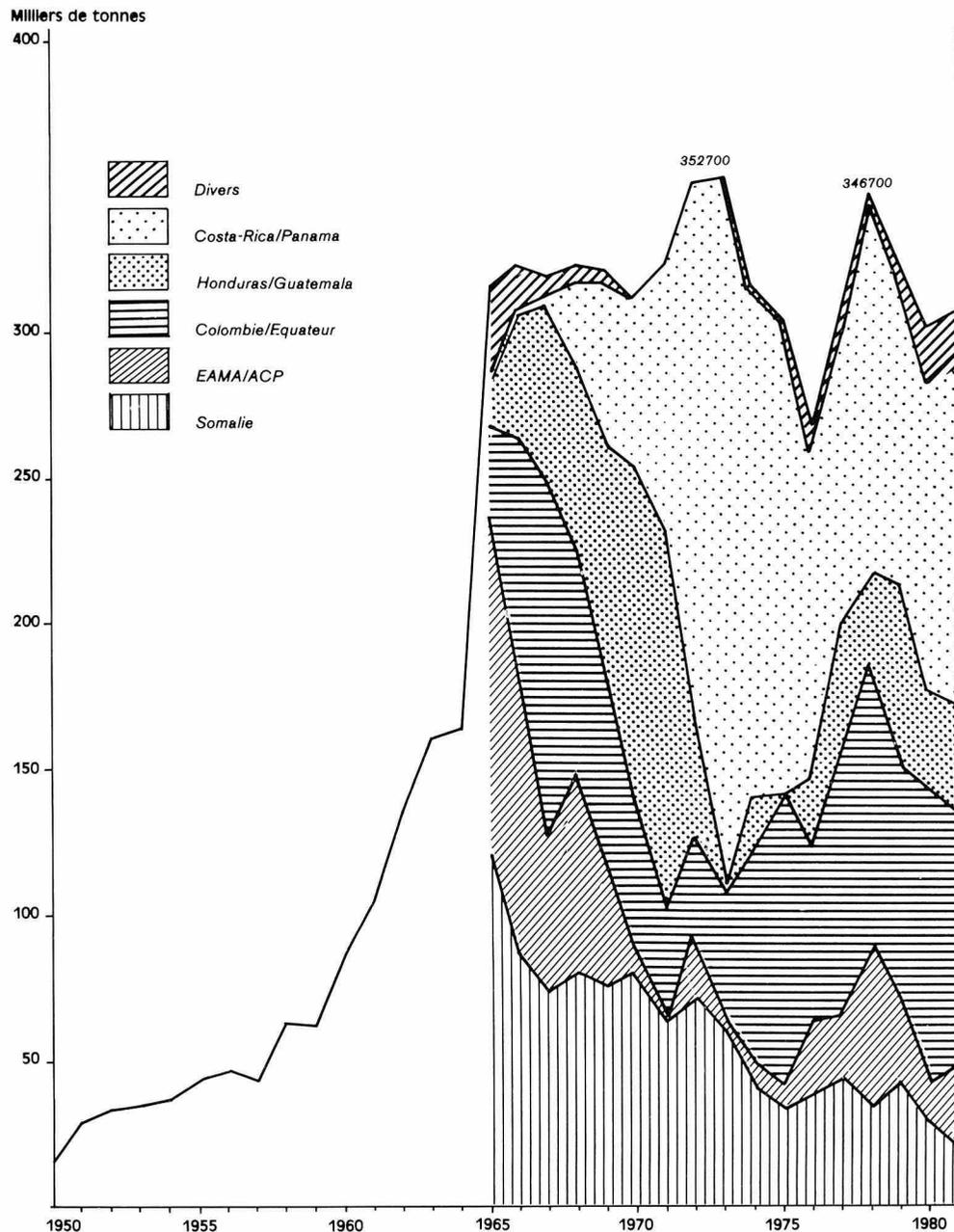


FIGURE 52 - L'évolution récente des importations italiennes (1950-1981).



NB : Avant la fin du monopole en 1964, la Somalie représente entre 70 % et 90 % des importations italiennes.

sans peine l'influence des «accidents» de 1963-1964 (Edith-Cléo) ou de 1979-1980 (David-Allen) tout comme les effets de Dorothy qui ravage la bananeraie martiniquaise en 1970 ou de la «crise de la Soufrière», en 1976, à la Guadeloupe.

Car malgré le recours à la production des pays associés à la C.E.E. (EAMA puis ACP) et un appel croissant, quoique

toujours prudent aux fruits américains par l'entremise du GIEB depuis 1970, on a bien du mal en général à corriger exactement ces secousses toujours imprévisibles. Il est vrai que le souci primordial aux yeux des organismes responsables de l'irrigation du marché de sauver le niveau de rémunération des planteurs antillais, incite beaucoup plus à freiner l'importation pour maintenir les prix de détail

dans les parties hautes de la grille contractuellement fixée, qu'à élargir l'importance des achats de complétement effectués à l'étranger dont la haute qualité ne contribue pas bien souvent à valoriser l'image de marque des fruits des DOM. C'est pourquoi, malgré l'excellence du système établi il y a une douzaine d'années déjà, il faut bien constater que loin d'effacer totalement les aléas de la production, le GIEB parce qu'il est sans doute trop étroitement solidaire des intérêts antillais, ne parvient au mieux qu'à atténuer les à-coups les plus graves.

Le paradoxe est ainsi que bien que la Grande Bretagne n'ait fait que s'inspirer des formules développées par la France, c'est elle qui obtient actuellement la régularisation la plus efficace de ses approvisionnements et qui enregistre également dans les dernières années les progrès de consommation les plus remarquables. Mais il faut souligner que dans ce cas les sociétés profitant des licences libéralement accordées par le Ministère du Commerce en raison des difficultés rencontrées par la production bananière en Jamaïque et dans les îles Windward, ont pu plus facilement recourir à l'exportation centre ou sud-américaine, ce qui leur a du même coup permis de briser l'état de sous-approvisionnement chronique dans lequel s'est trouvé le marché britannique depuis un bon quart de siècle. Car, c'est une vérité que l'on a eu trop souvent tendance en fait à oublier : l'état de la consommation de bananes dans les pays industriels de la zone tempérée est aussi fonction de la facilité que l'on a à se procurer le produit ... à des prix raisonnables !

L'Italie offre à ce propos le bon exemple d'une politique délibérément malthusienne. Ayant en effet choisi en décembre 1935 de mettre fin à la rivalité qui opposait les deux principales sociétés d'importation en plaçant la totalité du commerce bananier alors en plein essor sous le contrôle de la puissance publique, le gouvernement italien avait eu l'idée de confier l'ensemble de ce secteur économique à une régie d'Etat, la Azienda Monopolio Banane, qui se trouva ainsi pour une trentaine d'années responsable du développement de la bananeraie somalienne et de la gestion de l'importation nationale. Car cette institution placée initialement sous le contrôle du Ministère de l'Afrique Italienne réussira à traverser la guerre et, rattachée aux Finances en 1946, survivra pendant toute la période où la Somalie sera confiée à la Tutelle de son ancienne Métropole, jusqu'à ce que, vivement critiquée depuis longtemps déjà, elle soit finalement supprimée par une loi d'octobre 1964 à la suite de la révélation de pratiques scandaleuses.

Cependant il ne devait en résulter ni une totale libération du marché, ni surtout une baisse sérieuse des prix à la consommation. L'obligation en effet de respecter les contrats passés par l'AMB avec la Somalie avant le 1er janvier 1965, la volonté également de faire à cet ancien fournisseur une place particulière, la nécessité enfin d'ouvrir le marché aux fruits des Etats associés à la Communauté, amenèrent en effet à mettre aussitôt en place un système de contingents qui permit d'éviter l'afflux immédiat des

fruits américains toujours prompts à tirer parti de la situation. Mais la concurrence active des fruits équatoriens et honduriens d'abord puis costaricains et panaméens devait imposer malgré tout de rapides redistributions comme le montrent le déclin immédiat des importations somaliennes et la quasi-disparition dès 1971 des bananes provenant des autres fournisseurs privilégiés de la CEE (figure 52). Sans doute verra-t-on par la suite la situation évoluer rapidement à l'avantage notamment de l'Amérique du Sud qui récupère ainsi, en quatre à cinq ans, une bonne partie du terrain perdu devant l'offensive des pays de l'Isthme, mais ni la Somalie, ni même les ACP qui réalisent pourtant de 1975 à 1978 un intéressant redressement, ne parviendront en fait à tirer un profit durable des difficultés momentanées de la production centre-américaine visiblement perturbée par le grave conflit qui oppose alors les pays de l'UPEB aux principales multinationales bananières.

Pourtant plus que ces redistributions internes, c'est avec le brutal accroissement des importations succédant en 1985 à la fin du « Monopole », la stabilisation de la consommation depuis une quinzaine d'années qui nous frappe le plus. On notera évidemment que les importations connaissent à nouveau après 1970 un net essor puisqu'elles atteignent en 1972-1973 les 350.000 tonnes et approchent encore ce niveau élevé en 1978 ce qui marque bien le caractère « accidentel » de la forte régression des années intermédiaires, les plus mauvaises que l'on ait connues depuis la disparition de l'AMB. Mais cette tardive expansion apparaît aujourd'hui, où l'on a retrouvé pratiquement le niveau des activités de la période 1965-1971 (320.000 tonnes), assez exceptionnelle et l'ampleur au total limitée des variations constatées autour de ce chiffre impose finalement beaucoup plus nettement l'image d'un marché artificiellement plafonné que celle d'un dynamisme commercial remarquable. C'est pourquoi la consommation apparente de bananes évolue ici dans les dix dernières années entre des valeurs anormalement basses : 6,5 kg en 1972, 4,8 en 1976, ce qui situe ainsi l'Italie très près de la Grande Bretagne mais très loin en fait des résultats obtenus par la RFA ou la France, voire le Danemark ou l'Irlande. Mais n'est-ce pas après tout en Italie où la gamme des mesures discriminatoires est relativement la plus large ?

● Importateurs secondaires et partenaires futurs.

Le Danemark et l'Irlande entrés dans la Communauté avec la Grande Bretagne, la Grèce plus tardivement admise, ont ici relativement un rôle négligeable : 4,2 p. 100 des importations de la CEE en 1979 ! Mais déjà de nouveaux pays doivent adhérer, et c'est avec l'Espagne la perspective à terme de l'arrivée d'un autre gros consommateur de bananes (405.000 tonnes en 1980) ainsi que d'un important producteur qui occupe actuellement par sa province canarienne le 7ème rang mondial et prend place de ce fait en 1980 entre le Panama (500.000 tonnes) et le Guatemala (352.000 tonnes). L'entrée du Portugal n'aura pas au

contraire d'effets spectaculaires car les estimations les plus récentes ne lui accordent pas plus de 45.000 tonnes.

Modestes importateurs avant la guerre puisque le principal d'entre eux n'a pas réceptionné au maximum beaucoup plus de 10.000 tonnes de fruits en 1931, Danemark, Irlande et Grèce réalisent par contre une intéressante progression à partir de 1945-1950 sans parvenir malgré tout à dépasser dans le meilleur des cas les 50.000 tonnes, ni à totaliser ensemble en 1980 plus de 70.000 tonnes soit le niveau atteint au début des années 1960 par les Pays-Bas ou l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (tableau 71). Pourtant la faiblesse des tonnages en cause n'est pas nécessairement le signe d'une médiocre consommation comme le montre le fait que, la Grèce mise à part, les moyennes observées égalent ou dépassent actuellement les chiffres de la Grande Bretagne et de l'Italie. On ne peut donc attendre de ces petits marchés des développements futurs bien spectaculaires même dans l'hypothèse d'un relèvement substantiel de la consommation hellénique, et ceci d'autant plus que ces pays sont encore au sein de la CEE de ceux qui imposent à la banane les prélèvements les plus élevés, Taxe à la Valeur Ajoutée ou droit d'importation pour la Grèce qui a abordé en janvier 1981 seulement la phase de transition pendant laquelle elle doit par étapes s'aligner sur le Tarif Extérieur Communautaire. Il est de ce fait prématuré de porter un jugement sur l'issue de cette opération qui devrait cependant permettre logiquement à ce nouveau venu de combler au moins en partie un évident retard.

L'entrée de l'Espagne dans la Communauté aurait certes pour effet immédiat d'augmenter sensiblement la part de celle-ci dans les échanges bananiers internationaux, mais il ne semble pas que cette adhésion toujours hypothétique puisse valoir aux îles Canaries des avantages immédiats

bien évidents vu les obstacles de tous ordres qui s'opposent encore à la libre circulation interne du produit et le fait que totalement orienté maintenant vers le marché péninsulaire, l'Archipel ne dispose plus guère d'excédents commercialisables. Voudrait-il d'ailleurs étendre un peu plus sa production en vue de conquérir de nouveaux débouchés qu'il se heurterait très vite à de graves problèmes de prix de revient en raison du caractère artificiel de la culture, du coût d'aménagement élevé de nouvelles «sorribas» et de la difficulté de trouver dans de bonnes conditions les importants volumes d'eau nécessaires à l'irrigation de nouvelles plantations. Comme l'Australie, l'Espagne suffit donc totalement à ses besoins, mais à la différence de celle-ci, n'a jamais eu à faire appel à un fournisseur étranger puisque Tenerife ou la Grande Canarie ont commencé à exporter des bananes bien avant que le marché national n'ait commencé à révéler ses vastes possibilités.

Ainsi par une heureuse coïncidence la perte des débouchés extérieurs de la banane des Canaries sera-t-elle bientôt compensée par les progrès de la demande intérieure consécutive à l'effort de modernisation des bases de l'économie espagnole dans l'immédiat après-guerre et à la remarquable progression du niveau de vie moyen qui l'accompagne. Car c'est paradoxalement dans cette phase d'effacement du rôle international de la bananeraie canarienne, malgré quelques velléités de relance (vite découragées), dans les années 1950 que le commerce des fruits prendra véritablement ici l'allure d'un trafic de masse avec tous les avantages et les inconvénients de cette option économique. Le développement des échanges avec la Péninsule est en effet des plus rapides puisque les tonnages transportés progressent de 88 p. 100 entre 1950 et 1960 et à nouveau de près de 92 p. 100 entre 1960 et 1970 soit un gain entre 1950 et le maximum de 1973 (375.200 tonnes) d'environ 290 p. 100 qui situe l'Espagne de l'après-guerre parmi les impor-

TABLEAU 71 - Importateurs secondaires de la CEE (à 10) et candidats à l'adhésion (en 1981).
(Le Danemark et l'Irlande entrent effectivement dans la Communauté au 1.1.1973 et la Grèce au 1.1.1981).

	Danemark	per cap.	Irlande	per cap.	Grèce	per cap.	Portugal	per cap.	Espagne	per cap.
1950	?		5,9		-		21,0		96,6	
1953	29,8		6,5		-		33,5		100,0	
1956	25,8		6,8		1,7		40,0		156,6	
1959	25,2		5,8		4,1		36,0		168,6	
1962 *	32,4	(6,5)	12,1		5,1		50,0 ?		182,0	(6,2)
1965	33,0		17,1		8,5		31,5		244,5	
1968	41,1		19,5		13,7		35,0		304,9	
1971	39,2	(7,9)	24,3	(8,2)	12,3	(1,4)	78,0	(9,1)	361,3	(10,6)
1974	36,4	(7,2)	34,8	(11,3)	3,0	(0,4)	93,0	(10,7)	362,0	(10,3)
1977	33,1		23,9		3,0		50,0		300,0	
1980	28,6	(5,6)	23,4	(6,9)	18,0	(1,9)	45,0	(4,5)	405,4	(10,8)
1983	24,0 **		20,0**		?		33,0		399,9	
maxi	1973/45,6		1974/34,8		1979/25,8		1974/93,0		1981/409,7	

* - chiffres per capita d'après ARTHUR et divers (1968) ; moyenne 1961-1963.

** - estimations.

tateurs les plus dynamiques. C'est même actuellement dans le Monde l'un de ceux qui ont apparemment le mieux surmonté le ralentissement général d'activité qui caractérise la seconde moitié des années 1970.

Le contraste est de ce fait assez total avec la situation du Portugal dont on sait également les intentions européennes. Non seulement en effet la capacité d'importation globale apparaît dans ce cas nettement plus faible (elle est au maximum en 1974 de 93.000 tonnes), mais les niveaux de consommation individuels se révèlent par comparaison déplorablement bas et rien n'est visiblement à l'heure actuelle tenté en vue de compenser la chute des importations qui, en trois ans seulement, de 1974 à 1977, a marqué la ruine de l'expérience angolaise. Normalement approvisionné depuis le début du siècle au moins par l'île de Madère qui est toutes proportions gardées pour le Portugal ce que sont en ce domaine les îles Canaries pour le marché espagnol, ce pays avait en effet essayé à partir des années 1950 d'élargir sa zone d'approvisionnement à ses principales possessions d'Outre-Mer et lancé notamment vers 1960 un important programme de développement des cultures bananières en Angola. Il s'agissait sans doute de témoigner à l'époque par cette initiative de l'attachement de la métropole à ses dépendances les plus lointaines et de montrer à ses nationaux expatriés la volonté de conserver et de faire prospérer une colonie où se manifestait déjà la volonté d'émancipation d'une partie de ses éléments autochtones; mais il en résulte surtout du point de vue qui est le nôtre une très nette expansion de la demande intérieure qui parvient de cette façon à atteindre en 1973 et 1974 les 10 kg par tête et par an.

C'est pourquoi on ne s'étonnera pas que la dégradation rapide de la situation politique du territoire ayant amené le Portugal à suspendre courant 1974 les relations privilégiées qu'il entretenait avec son ancienne colonie, il en ait résulté un reflux immédiat des courants de trafic établis et un effondrement simultané des chiffres de la consommation nationale de bananes puisque l'on ne cherche absolument pas à remplacer ce fournisseur défaillant. Il

est vrai que la faiblesse des perspectives commerciales offertes par le pays et le caractère prohibitif du prélèvement douanier qu'il impose toujours aux fruits étrangers, n'ont pour le moment séduit personne. C'est pourquoi, sauf initiative inattendue, il faudra sans doute attendre l'entrée officielle des pays dans la CEE pour voir la situation évoluer vers une plus large ouverture aux productions extérieures. Mais l'évènement est encore suffisamment lointain pour que l'on ne se hasarde pas à spéculer dès maintenant sur la forme et l'ampleur de cette libéralisation probable.

Ainsi la Communauté européenne paraît-elle appelée, par élargissements successifs, à concentrer progressivement la quasi-totalité du trafic bananier des pays situés à l'Ouest de ce qui était naguère le «rideau de fer», à l'exception sans doute des plus réticents à aliéner leur liberté tels la Suisse, par principe, ou la Norvège pour autant que l'on puisse considérer son refus de 1972 comme définitif. En effet c'est dès à présent 70 p. 100 des importations de l'Europe non socialiste, 63,4 p. 100 de la consommation européenne (en incluant l'U.R.S.S. et les démocraties populaires) qui sont à mettre au compte de cet ensemble économique soit en 1980 l'équivalent de 87 p. 100 des importations de bananes aux Etats-Unis, 78 p. 100 de la consommation Nord-américaine. On notera cependant qu'après avoir pendant de longues années travaillé à réduire patiemment son handicap, la CEE semble avoir depuis une quinzaine d'années déjà renoncé à rivaliser avec ce vieux marché toujours dynamique. C'est pourquoi ni les reprises d'activité constatées localement dans les dernières années, ni les adhésions récentes, ne sont parvenues à atténuer un déclin d'ailleurs relatif puisqu'il n'a porté dans la période 1973-1980 que sur un peu moins de 240.000 tonnes (moins 11,3 p. 100). Il est vrai que, dans le même temps les USA ont au contraire enregistré un gain de 22,2 p. 100 (plus 404.400 tonnes) et l'ensemble Nord-américain a progressé de 23,20 p. 100 (plus 435.400 tonnes). Le dynamisme a donc changé de camp même s'il n'y a encore là rien de bien catastrophique.

à suivre.